

Le Déclin, ou la question de l'identité européenne

Comment aborder la question de l'identité européenne en 2013 alors que les débats portent depuis la crise financière puis économique de 2008-2009 sur la survie même du projet européen ? S'interroger sur les fondements d'une identité européenne pourrait paraître anachronique alors que les chefs d'Etat et de gouvernement européens s'emploient à trouver des solutions qui permettront à l'UE de sortir du marasme dans lequel elle se trouve. Avant de penser à un projet viable pour l'Europe, essayons d'abord de sauver ce qui existe déjà.

Et pourtant, un livre publié en France en mars 2013 prend le contre-pied des analyses récentes qui ne voient la survie de l'Europe que dans une énième réforme institutionnelle. *Le Déclin, la Crise de l'Union européenne et la Chute de la République romaine*, de l'historien belge David Engels apporte une perspective tout à fait originale dans laquelle l'Europe pourrait se sauver par la refonte de son identité. Dès les premières pages de l'ouvrage, l'auteur martèle que les crises économiques et politiques que traverse l'Europe ne pourront être résolues que « si l'identité [européenne] est assez forte pour inspirer à ses citoyens ce sens de la solidarité qui fait la grandeur des nations dans les situations d'urgence ».

Pour éclairer son propos, l'auteur démontre, à travers une analogie entre la période européenne actuelle et la chute de la république romaine, que l'identité européenne ne peut être « construite autour de valeurs abstraites. Une identité collective ne peut être le résultat d'un choix mais procède au contraire de l'acceptation [...] de tous les éléments d'un passé ». Dans cette perspective, l'historien reprend plusieurs analogies historiques qui font voir la crise de l'Union européenne sous une nouvelle perspective et qu'il considère comme « des éléments d'identité et des éléments de crise » : la tolérance ; le respect de la vie humaine ; l'égalité ; l'épanouissement personnel ; la religion ; le respect des autres cultures ; les libertés individuelles ; la démocratie ; l'Etat de droit ; les droits de l'homme ; la paix et la solidarité.

L'objectif ici ne consiste en aucune façon à faire une recension de cet essai, ni à critiquer positivement ou négativement son contenu. Bien évidemment, on pourrait rentrer dans le détail des arguments exposés, y déceler quelquefois une pointe de conservatisme, voire d'une nostalgie un peu exagérée du passé. Bien sûr, on pourrait regretter le fait que l'historien ait prétexté l'analogie historique pour se transformer en essayiste politique engagé, remettant en cause le caractère objectif et rationnel du travail de l'historien.

Cependant, ce livre a un objectif clair : il s'agit de déranger, de bousculer les principes bien-pensants et unanimement acceptés afin de susciter au final une réflexion sur la construction et

l'avenir européens. Il remet fondamentalement en cause l'idéal-type européen qui fonde l'identité de l'Europe sur des valeurs universelles (droits de l'homme ; respect des libertés fondamentales ; la paix ; etc.). Le constat de D. Engels est cinglant, mais finalement difficilement contestable : la construction de l'identité européenne basée sur des idéaux universalistes est le symptôme de la crise actuelle, plus qu'une solution. L'identité européenne actuelle est « artificielle ». Il est impossible de s'y identifier. Elle entraîne « un contentement abstrait », mais ne suscite aucun « attachement émotionnel ».

D. Engels conclut son essai par « un avertissement quant au refus des institutions européennes de contribuer activement à la (re)constitution d'une identité européenne partiellement basée sur des valeurs autres qu'universelles. « Elles ignorent que ce refus mène tout droit le citoyen vers la désolidarisation avec l'Union ». L'Europe ne doit pas avoir peur de renouer avec son passé, qu'il ait été « bon » ou « mauvais ». « Une identité ne se construit pas. Elle appartient au domaine du vécu, du ressenti, et en tant que tel, elle est le résultat d'une lente évolution que l'on ne peut remplacer par l'application de quelques formules abstraites à la mode, ni par le renforcement de beaucoup d'autres éléments jugés politiquement incorrects ».

Il est vrai que la construction de l'identité européenne s'est faite dans un perpétuel paradoxe : entre « l'aspect rhétorique et juridique du projet européen : une rhétorique fondée sur des valeurs universelles, le respect des droits de l'homme et la diversité des peuples, face à une réalisation juridique qui cherche à unifier cette diversité et à lui forger un destin commun, tout en lui attribuant rétrospectivement un héritage commun culturel, religieux et spirituel ». De là provient la difficulté de tenter de combiner l'un et le pluriel, les particularités nationales et la recherche collective d'une unité européenne. Pour réaliser cet amalgame, l'intégration communautaire s'est faite par la « voie juridique », mais pas par « l'élaboration d'un projet civilisationnel » (J.M. Ferry).

La question de l'identité européenne s'est donc transformée en réponse institutionnelle. Et là où J. M. Ferry et D. Engels se rejoignent, c'est dans le constat qu'ils dressent : en voulant gérer la diversité des cultures politiques dans le cadre d'une démocratie universelle, en fondant l'identité européenne sur l'idée d'un multiculturalisme englobant et bien-pensant, mais finalement indéfinissable, la notion même d'identité européenne s'est désincarnée et a disparu (si tant est qu'elle ait jamais existé). L'ancrage émotionnel et affectif n'existerait plus (ou pas). Le citoyen européen ne peut nullement s'identifier dans ces conditions au projet européen. Et face à l'abstraction de l'idée européenne, comment pouvoir et vouloir y adhérer ?

La solution reste donc toujours à trouver quand J. M. Ferry précise que « l'Europe se voit assignée à inventer une méthode originale pour l'identification de son unité politique ». Il faut donc trouver de nouveaux « ancrages affectifs » (C. Geertz).

Cependant, là où J. M. Ferry ou d'autres chercheurs, tels que D. Wolton, ne proposent que de simples vœux pieux « où l'idéal serait d'arriver à créer un espace politique symbolique dans lequel les peuples puissent croire », ou se cantonnent dans des propositions élitistes comme par exemple de simplement de mettre en relations les Parlements nationaux (J. M. Ferry), D. Engels se risque, en se transformant en essayiste politique, à proposer une nouvelle façon de penser l'identité européenne en insistant sur le fait que l'Europe « doit renouer avec son passé », mais un passé ressenti avec « solidarité et fierté ». En effet, « le cosmopolitisme grandissant complique et entrave l'identification culturelle ». A trop vouloir nier les valeurs culturelles, religieuses qui ont fondé l'identité des nations européennes, le citoyen européen se sent perdu puisqu'en niant son passé et en ne proposant rien de concret pour le futur, le citoyen européen risque fortement de se désolidariser de l'Union et de son projet fédérateur. Les conséquences pourraient être graves et D. Engels constate avec justesse que « les citoyens ont tendance à saluer l'arrivée des partis politiques plaçant la sécurité collective au-dessus de la liberté individuelle ». Or, dans son analyse, l'auteur remarque que « le seul élément que les Européens semblent réclamer d'un commun accord de la part de l'Union est l'établissement d'une politique d'intégration intérieure et de défense extérieure qui permettrait de sauvegarder leurs intérêts chez eux et dans le monde ». Cet élément montre clairement la nécessité d'un élément « exclusif » pour la définition de l'intégration et de l'identité.

Ce besoin se retrouve explicitement dans la vision de l'Europe Puissance. En effet, une puissance doit se définir dans un rapport de comparaison et/ou de confrontation par rapport à une entité concurrente, qu'elle soit alliée ou ennemie. L'Etat ou l'institution doit être en mesure de protéger, de défendre, d'assurer la survie de ses citoyens face à une menace ou à une concurrence, qu'elle soit économique, politique ou militaire. C'est de cette construction négative que peut réellement naître une identité européenne. Elle doit se déterminer en fonction d'autres idéaux-types. Dans un monde multipolaire, voire apolaire, où les valeurs humanistes sont universellement reconnues, ou revendiquées, mais difficilement définissables et identifiables, le citoyen européen ne peut s'y reconnaître et y adhérer. L'identité de l'Europe doit donc se modeler dans un passé que l'on doit reconnaître tel qu'il est, à savoir multiple, antagoniste et souvent meurtrier, mais qui fait le propre de ce continent depuis plusieurs siècles. Et le futur ne peut se voir que par rapport à d'autres puissances. Il est plus aisé, plus concret et plus identifiable de comparer une structure par rapport à une autre pour



mieux se définir elle-même. Bien évidemment, cela ne signifie pas d'entrer dans « un choc des civilisations ». Se comparer ne signifie pas forcément de devoir se confronter. Cependant, il est indispensable d'assumer ses particularités, ses différences. Dans cette perspective, le citoyen européen sera à même de s'identifier dans un projet européen plus concret et plus facilement définissable.

En créant de l'affectif et de l'émotionnel dans une tentative de construction d'une identité, le débat n'en sera que plus intéressant et plus constructif et aboutira pour sûr à une véritable définition de ce que devrait être l'identité européenne.

Nicolas Bizel

Références:

- *Le Déclin, la crise de l'Union européenne et la chute de la République romaine*, D. Engels, 2013, Le Toucan
- *Quelle identité pour l'Europe ? Le multiculturalisme à l'épreuve*, R. Kastoryano (dir.), Paris, Presses de Sciences Po, 2005